



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Lecture-et-depot-d-une-declaration-de-la-Coalition-Des-modifications>

**Lecture et dépôt d'une
déclaration de la Coalition - «
Des modifications
fondamentales doivent être
apportées au projet de loi 3 »**

Date de mise en ligne : mercredi 13 août 2014

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 13 août 2014 - Des représentants de la Coalition syndicale pour la libre négociation ont lu ce midi une déclaration commune à l'intention du gouvernement libéral et de son projet de loi 3 sur les régimes de retraite municipaux. Cols blancs, cols bleus, policiers, pompiers, professionnels et employés de sociétés de transport à travers le Québec se sont mobilisés pour assister à cette lecture dans neuf villes du Québec et au bureau montréalais du premier ministre Philippe Couillard.

La déclaration, qui fut ensuite remise aux députés visités, rappelle que de nombreux travailleurs ont « renoncé à des augmentations salariales pour qu'en contrepartie, l'employeur accepte de contribuer à [leurs] régimes. » Il y est aussi précisé qu'« employeurs et syndiqués ont fait des choix historiques en exerçant le droit fondamental à la libre négociation que le gouvernement nie radicalement avec son projet de loi ».

« Le ministre Moreau a décidé de foncer dans le tas, sans aucun discernement, et de s'attaquer à tous les régimes de retraite, y compris aux nombreux régimes qui sont en bonne santé. C'est tout à fait excessif et injustifié », a plaidé le porte-parole de la Coalition, Marc Ranger, en rappelant que le gouvernement prend soin de passer sous silence l'amélioration de la situation financière de plusieurs régimes.

Aux yeux des travailleurs, le projet de loi a été conçu « pour nous refuser cette retraite que nous avons honorablement construite. Voilà qui est terriblement injuste et inéquitable. C'est une rupture de contrat et nous prendrons tous les moyens appropriés pour que nos droits soient protégés », peut-on lire dans la déclaration. Avec ce projet de loi, le gouvernement « remet en question la qualité de vie de milliers de retraités et de futurs retraités. De la sorte, c'est à toutes les générations qu'il s'en prend. Du jamais vu », a expliqué Denis Bolduc, secrétaire général du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-Québec).

« Des solutions imaginatives existent pour régler les régimes en difficulté et nous voulons continuer à les mettre de l'avant. Contrairement à ce qui est véhiculé par certains élus, nous sommes ouverts à la négociation. Le projet de loi 3, dans sa forme actuelle, coupe toute possibilité d'en arriver à des règlements négociés dans l'avenir », a ajouté Denis Marcoux, vice-président de la Fédération des employées et employés de services publics - CSN.

La Coalition demande donc aux parlementaires de tout mettre en oeuvre pour éviter de se rendre complices d'une si grande injustice et précise qu'un nombre grandissant de maires sont conscients que le projet de loi 3 va trop loin : eux aussi priorisent la négociation. « Les parlementaires doivent empêcher ce gâchis annoncé », ont conclu d'une même voix Denis Côté, de la Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, et Ronald Martin, du Regroupement des associations de pompiers du Québec.